

# Éditorial

---

PIERRE SELLAL

Secrétaire général du ministère  
des Affaires étrangères et européennes

Ce numéro de *Mondes, Les Cahiers du Quai d'Orsay* est publié au moment où la France est pleinement engagée dans sa double présidence du G8 et du G20 et se mobilise pour la préparation des rendez-vous de Deauville (sommet du G8, au mois de mai) et de Cannes (sommet du G20, au mois de novembre).

À elles seules, cette conjonction de responsabilités et l'articulation, en cours d'élaboration, entre ces deux instances marquent un état du monde. Elles illustrent à la fois la réalité, l'ampleur de la redistribution de la puissance entre les acteurs de l'économie mondiale et le besoin d'œuvrer pour la définition de nouvelles réponses collectives aux enjeux dont dépendent le bien-être et la stabilité de chacun.

Une première réponse réside précisément dans la complémentarité entre les deux processus. Le G20, né en 2008 de la crise financière et de ses conséquences économiques, s'est affirmé par sa représentativité et, partant, sa légitimité, qui lui ont permis de donner les orientations nécessaires aux chantiers de

régulation prioritaires ; l'enjeu est à présent de mobiliser sa capacité d'impulsion pour faire progresser l'action contre les déséquilibres monétaires, financiers, l'instabilité des marchés des matières premières, les écarts de développement qui affectent la prospérité mondiale.

Dans ce contexte, le G8 doit repenser son propre rôle, tant il est important de bénéficier d'un cadre d'échanges directs entre les dirigeants des économies les plus avancées sur des sujets de réflexion communs, comme l'Internet ou les voies de la « croissance verte », et de souligner la responsabilité qui continue de leur incomber dans la recherche de la paix et de la sécurité ou bien dans l'action pour le développement, à travers le partenariat avec l'Afrique.

Ces enjeux concernent bien tous les acteurs de la société internationale. En témoignent l'intensité des interrogations et manifestations d'intérêt suscitées depuis plusieurs mois par la perspective de cette double présidence et la mobilisation de notre diplomatie pour y répondre, en premier lieu en se montrant attentive aux aspirations et positions de chacun,

membre ou non de l'une ou l'autre de ces enceintes.

Répondre à cette exigence, affiner nos approches et propositions suppose d'abord une meilleure intelligence des situations d'un plus grand nombre de pays, à mesure de leur « émergence » et de leur place grandissante dans les échanges mondiaux et la distribution des responsabilités. À cet égard, une part importante des investigations et de la réflexion a été accordée jusqu'ici aux nations telles la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Russie, qui, par leur poids économique ou démographique, la richesse de leurs ressources naturelles ou l'intensité prolongée de leur croissance contribuent le plus fortement aux changements en cours.

Mais la réalité du monde aujourd'hui est bien dans un bouleversement planétaire, qui concerne toutes les régions, à des rythmes divers; l'exigence est aussi, dès lors, la recherche de solutions collectives, à commencer par des coordinations efficaces qui impliquent tous ces acteurs, dans des cadres multilatéraux appropriés.

C'est pourquoi ces Cahiers propose une série de coups de projecteur sur des pays et des régions qui, au regard de la mondialisation comme des conséquences de la crise économique et financière, témoignent à la fois d'expériences singulières et d'aspirations communes, en fonction de leurs besoins de développement, de leur situation démographique, de leurs

dotations en ressources naturelles, de leur environnement régional, des termes et de leur degré d'insertion dans l'économie internationale.

Au gré du parcours des articles du présent numéro, le rôle et les responsabilités de l'Europe s'imposent comme l'un des sujets de réflexion essentiels. Si le souci d'une coopération régionale accrue anime nombre d'acteurs sur tous les continents, le « modèle » d'intégration incarné par l'Union européenne ne semble plus s'imposer avec évidence, pour une part, du fait de ses difficultés récentes et de ses performances – mais qui doivent être relativisées –, et aussi à cause de la diversification même des stratégies de croissance dans le monde et de l'émergence de nouvelles concurrences.

Ce doit être un motif supplémentaire pour les Européens de redoubler d'efforts et d'action, que ce soit sur le plan conceptuel (la réflexion sur les biens communs ou les financements innovants en est un exemple), l'approche normative là où les besoins de régulation l'imposent, l'invention de nouvelles formes de gestion concertée des politiques publiques, la poursuite des actions en faveur du développement. À ce titre, les processus engagés dans le cadre du G20 et les nouvelles démarches pour davantage de convergence intra-européenne apparaissent aujourd'hui indissociables et participent d'une même dynamique. C'est en tout cas l'ambition de notre diplomatie. ■